

Exclusion, racisme, solidarité

par Julien DRAY

Si j'ai bien compris le thème de cette première table ronde et l'utilisation des quatre mots qui sont mis les uns à côté des autres, vous partez de quatre idées : solidarité, exclusion, racisme, action humanitaire. J'inverserai l'ordre des termes pour dire : exclusion, racisme, solidarité et je mettrai entre parenthèses action humanitaire. Vous comprendrez pourquoi tout à l'heure. Je partirai donc de l'analyse de la situation française, des exemples que je connais en tant que fondateur d'un mouvement antiraciste, au milieu des années 80 et par la suite en tant qu'élus de la nation, depuis 1988, comme député à l'Assemblée Nationale.

La société française : une société où près de 3.500.000 personnes sont sans travail ; où plus de 7.000.000 de personnes sont dans une situation de précarité ou de pauvreté.

La société française est traversée par un mal qui a pris corps au début des années 80, avec la crise économique, avec

l'apparition des conséquences de la crise économique et qui a donné lieu à ce que nous connaissons aujourd'hui : c'est à dire une société où près de 3.500.000 personnes sont sans travail, où plus de 7.000.000 de personnes sont dans une situation de précarité ou de pauvreté ; avec une concentration de l'ensemble de ces problèmes sociaux dans un ensemble de sites géographiques qu'on retrouve ou qu'on appelle les banlieues des grandes métropoles urbaines.

Dans cette société qui a vu apparaître ces premiers éléments d'exclusion au début des années 80, les populations qui ont été les premières touchées sont essentiellement au départ des populations d'origine étrangère ; ou en tout cas la visibilité de ces processus d'exclusion a concerné d'abord des populations d'origine étrangère et pour la population française des populations d'origine étrangère liées essentiellement à son ancien empire colonial. Notamment la région du Maghreb et plus particulièrement de l'Algérie.

Il s'agit d'une population qui avait été mal intégrée déjà au départ dans la société

française - de par la manière dont s'était réglé le conflit algérien. On peut relever l'existence, notamment dans un premier temps, d'une population d'origine algérienne qui avait participé à la guerre d'Algérie du côté de l'armée française, les Harkis ou les enfants de ces Harkis qui étaient concentrés dans les cités de la région parisienne ou de la région lyonnaise ou du Sud de la France, la région méditerranéenne. Et puis cela a concerné tous ceux qui étaient venus dans la fin des années 60 pour aider la France dans sa période de croissance forte. Cela a donné naissance à des premières révoltes de jeunes "Beurs" (qui signifie en verlan "arabe").

Les populations, étrangères étant les dernières arrivées sur le bateau ont été les premières concernées par cette crise économique et cette exclusion massive du travail.

Elles ont été les premiers éléments matérialisant une situation d'exclusion et de révolte contre une société qui n'était pas capable de les intégrer et notamment qui a montré progressivement qu'elle n'était pas capable de leur donner un statut au travers du travail. Puis cela s'est progressivement étendu à d'autres populations et nous sommes dans une situation aujourd'hui où une partie de la population française se trouve aujourd'hui dans une situation

d'exclusion. Alors, pourquoi, commencer par faire ce descriptif ? Parce que je crois que si la visibilité a concerné dans un premier temps les populations étrangères, la cause de cette situation, ce n'est pas le caractère étranger de ces populations. C'est d'abord et avant tout une situation économique. Ces populations, étant les dernières arrivées sur le bateau ont été les premières concernées par la crise économique et l'exclusion massive du travail. Parce que, ce que nous pouvons dire, au bout d'une dizaine d'années de confrontation à cette situation, c'est que la cause première de cette situation, c'est l'absence de travail et donc de statut relevant de la possibilité d'une insertion par le travail. Et cette situation a duré. Elle a d'autant plus duré que pendant toute une période, les responsables politiques ont considéré que la crise n'était qu'une parenthèse ; que donc des solutions nouvelles pourraient apparaître avec une relance économique et une croissance nouvelle.

Or, malheureusement, nous constatons aujourd'hui, que ce qu'on appelait pendant toute une période, dans les discours politiques, des tunnels qui devraient déboucher sur des avenir radieux s'est éternisé. Ce qui fait que toutes les solutions qui ont été proposées et qui visent à gérer des situations qui étaient vécues comme des situations

transitoires sont aujourd'hui de plus en plus mal vécues par les populations concernées. C'est à dire que, l'ensemble notamment des jeunes qui ont été concernés par tous les dispositifs d'insertion, de réinsertion, d'accompagnement social - que l'on appelle plus généralement des "petits boulots" ou stages ou contrats à durée déterminée - ont massivement rejeté tous ces dispositifs-là, parce qu'ils ont bien compris que ce qui était au départ temporaire : c'est à dire "vous acceptez cette situation et après cela ira mieux" s'est en fait éternisé et qu'on leur propose de passer de petits boulots en petits boulots et justement de ne pas réussir à s'insérer.

Et c'est là, justement le problème majeur auquel nous sommes confrontés ; cette situation d'exclusion qui s'est élargie, qui dure, qui par ailleurs se concentre - et c'est l'autre problème qui est posé - dans un certain nombre de sites géographiques qui cumulent tous les problèmes ; c'est à dire, qui cumulent à la fois l'exclusion par le travail et par voie de conséquence les problèmes de cohabitation à l'intérieur de ces lieux géographiques. Et ceci à partir des problèmes de non prise en charge des difficultés que rencontrent ces populations ; qui cumulent, à partir de là, des situations familiales et sociales de plus en plus dramatiques : couples qui

explosent, donc émergence de familles monoparentales ; enfants qui ne sont plus pris en charge par des dispositifs sociaux ; municipalités qui n'ont plus les moyens financiers de pallier à ces genres de situations ; cadres de vie qui se dégradent de plus en plus ; violences de plus en plus exacerbées, insécurité montante. C'est le phénomène qui est apparu au début des années 90. Une sorte de contre-société s'établit dans ces zones géographiques, dans ces ghettos qui sont en train de se constituer dans la périphérie de nos grandes villes. Cette contre-société est essentiellement matricée par une économie parallèle où la drogue (le trafic de drogue, le trafic de stupéfiants) est devenu un des éléments essentiels, organisateur de la vie des cités. C'est à dire que tout doucement une partie de la population qui a été exclue du travail a essayé de trouver des moyens de vie dans d'autres pratiques, et notamment dans le trafic de stupéfiants. J'insiste sur le trafic de stupéfiants, parce que je pense - j'avais été un des premiers à le signaler dans les années 90 - qu'il a changé la nature des relations à l'intérieur de nos cités. C'est devenu aujourd'hui une véritable économie parallèle qui pourrait l'ensemble de nos relations sociales, dans la mesure où les masses financières qui sont en mouvement sont considérables. Il ne s'agit plus simplement de petits larcins pour essayer

d'améliorer le quotidien ou l'ordinaire. Il ne s'agit plus de ce que l'on pouvait connaître dans les années 60 : les vols à la tire, les petits cambriolages pour une série de jeunes. Il s'agit essentiellement d'une économie organisée, structurée, hiérarchisée qui met en mouvement énormément de moyens financiers, qui tisse sa toile et qui à partir de là organise même la vie à l'intérieur des cités autour de ce trafic. Avec une évolution récente, que nous connaissons ces deux ou trois dernières années : ceux qui pratiquent y compris ce trafic illicite ont intégré les dispositifs juridiques dans lesquels nous sommes, ils savent, par exemple, que pour passer au travers des mailles de la répression le meilleur moyen aujourd'hui est d'utiliser les plus jeunes.

Le phénomène raciste qui est aujourd'hui présent est d'abord et avant tout le produit de cette situation d'exclusion qui s'est concentrée d'abord sur ce type de population.

Donc, nous avons une économie parallèle qui s'est construite en instrumentalisant et en utilisant tous les mineurs qui sont souvent inscrits dans ce processus et l'économie s'est construite autour de cela. Et nous avons même maintenant des cellules familiales qui vivent à partir des gains produits par cette situation. Et c'est

devenu évidemment une situation dramatique dans la mesure où les zones territoriales qui ont vu pénétrer ce type de trafic sont de moins en moins contrôlées du point de vue de l'ordre public. Ce qui amène un certain nombre de responsables à parler d'existence dans la société française de zones de non-droit, même si, évidemment la police peut pénétrer partout sur le territoire. Nous savons qu'il y a aujourd'hui des zones géographiques dans lesquelles existe un trafic structuré organisé - pas violent car les trafiquants ont besoin d'un certain calme justement - mais qui est le produit de cette situation. Je pense que le phénomène raciste qui est aujourd'hui présent est d'abord et avant tout le produit de cette situation d'exclusion qui s'est concentrée d'abord sur ce type de population. Alors ensuite on a théorisé sur les capacités propres de ces populations, vu leurs origines ethniques, à s'intégrer au modèle républicain français. L'expérience montre que ce n'est pas le modèle essentiel. Il est marginal. Même des phénomènes propres aux populations d'Afrique noire, à leurs pratiques culturelles - je pense notamment à l'excision ou à une forme d'organisation familiale qui n'est pas exactement la même forme d'organisation familiale que dans la société occidentale - ces phénomènes là s'estompent. C'est à dire que la norme qui s'impose à toutes

les populations est la norme dominante des sociétés dans lesquelles elles vivent. Il y a des résistances, mais finalement avec le temps cela s'installe.

L'actualité française est rythmée, toutes les dernières années, par la présence du Front National.

Et à partir de là, une partie de la population française rejette ces populations en essayant de les désigner comme les boucs émissaires de ses propres difficultés. Et c'est le problème que nous connaissons aujourd'hui avec la montée d'une force politique qui est porteuse de ce discours-là, force politique de plus en plus influente et - c'est une particularité de la vie politique française - qui existe dans le débat politique. Ces situations d'exclusion sociale ne sont pas propres à la société française mais c'est dans la politique, au sein des institutions de la vie publique que ce débat sur l'exclusion est porté par une force qui a d'un certain point de vue réussi à polariser l'ensemble du débat politique autour de son existence. Nous voyons que l'actualité française a été marquée, toutes les dernières années, par la présence du Front National. Elle est rythmée par son poids électoral et par sa manière de se comporter par rapport à ses excès ou par rapport à son existence. Jusqu'à présent, force est de constater

que la société n'a pas été capable malgré toutes les tentatives qui ont été mises en place, d'une manière ou d'une autre, de limiter la montée et la présence du Front National. Il est aujourd'hui installé durablement dans la vie politique française ; il porte un discours revendiqué comme authentiquement raciste.

Il y a eu des étapes dans la montée de ce discours mais maintenant il est authentifié comme raciste et assumé. Et il est l'élément de référence, qu'on le veuille ou non ; il est l'élément de référence aujourd'hui et c'est bien là la difficulté dans laquelle nous nous trouvons.

Alors, pour essayer d'être bref et de conclure, voici mon sentiment par rapport à cette situation.

Je crois qu'il y a trois choses : pendant toute une période le combat contre la montée de cette intolérance, de ce racisme et de cette xénophobie a été exercé par les force associatives, au travers d'une mobilisation généreuse visant à dénoncer les caractères racistes xénophobes intolérants de tous ces discours. Ceci étant dit, dans ce pays il y a eu une importante mobilisation antiraciste avec une mobilisation civique très importante ; ce mouvement là montre aussi ses limites, dans la mesure où ce courant n'a pas les capacités de s'attaquer à la cause de la montée de ces situations. Et il arrive même qu'une

partie de l'opinion se retourne contre ces courants-là les accusant d'être responsable de la montée du racisme.

La particularité en France, c'est qu'on a maintenant une partie des intellectuels qui explique la montée du racisme par l'existence d'un mouvement antiraciste, le rendant responsable d'une certaine culpabilité de la société française sur les problèmes de délinquance ou de drogue en disant grosso modo : vous avez trop parlé de ces choses là, vous avez trop dramatisé. Le résultat c'est que vous avez culpabilisé une partie de la société, vous l'avez empêché de réfléchir durablement.

Bon, et le mouvement antiraciste se trouve à partir de là pris à partie alors que je crois moi personnellement, qu'il n'est pas responsable de cette situation. Il avait créé un terreau qui était positif, mais ce n'est pas lui qui peut lutter contre les causes réelles de cette situation. Les causes étant d'abord selon moi des

causes économiques. Et nous sommes dans cette situation difficile aujourd'hui. Donc, je ne crois pas qu'on puisse lutter contre ces phénomènes là simplement pas un discours de vigilance ou par un discours philosophique contre ces idées.

Je pense, que s'il n'y a pas des politiques radicalement différentes de tout ce qui a été fait jusqu'à présent et qui s'attaque à la racine essentielle de ces problèmes, c'est à dire l'exclusion du travail, le risque existe pour la démocratie dans les années à venir. La société française en est un bon exemple mais je crois que d'autres sociétés risquent d'être soumises elles aussi à ce type de situation dans les années à venir. Cela veut donc dire qu'il n'y a pas de solution qui puisse se mettre en mouvement si on n'a pas de réflexion radicalement différente sur le partage des richesses, la redistribution dans nos sociétés. •